

# lamalif

**PARTIS : LES DOLEANCES POLITIQUES**



**Le rendez-vous avec l'informatique est-il manqué?**

**LES HABOUS ONT-ILS PERDU LEUR VOCATION ?**



# UNE AUTRE DIMENSION

*L'Association des femmes africaines pour la recherche sur le développement (née en décembre 1977, lors du Séminaire sur la décolonisation de la recherche), a pour objectif de reformuler des « bases épistémologiques, théoriques et méthodologiques des sciences sociales à partir des réalités nouvelles de l'Afrique engagée dans un processus de libération » (1) et de démocratiser, en combattant la pauvreté, le sous-emploi, le chômage, l'analphabétisme, etc...*

*L'Association veut donc : aider à la compréhension des mécanismes qui structurent l'économie et la culture, et à la formulation de politiques visant à solutionner les problèmes.*

*En dépit des barrages sexistes qui freinent la recherche, entretenus par les sociétés africaines, et également par les instituts de recherche, l'association veut aussi légitimer les femmes en tant que sujets de recherche.*

*Les Nations-Unies, et autres institutions internationales, ainsi que les associations nationales africaines ont permis l'élaboration d'études féminines en Afrique susceptibles de remuer ce terrain resté vierge et de mettre sur pied une banque de données importantes relatives aux femmes tant en milieu rural, qu'en milieu urbain.*

*Ces données bien qu'empiriques ont cependant permis à ceux qui s'intéressent de près à la question, de mieux appréhender le rôle et la place des femmes dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le domaine de la santé, de l'éducation, la science et la technologie, et également de comprendre, sinon de repérer les dispositifs mis en place pour maintenir les femmes cantonnées au secteur informel.*

*Ces travaux ont mis à jour l'éthnocentrisme occidental que véhiculent les concepts et les techniques d'enquêtes utilisés, occultant les spécificités et les complexités de la réalité africaine.*

*L'illustration la plus fidèle est la manipulation abusive de concepts tels que travail, occupation, emploi, sous emploi, chef de ménage, rémunération... émergeant de pratiques sociales fondamentalement différentes de celles des sociétés africaines ; risquant d'en défigurer les réalités, voire même de continuer à œuvrer pour l'exclusion des femmes des plans nationaux de développement.*

*Cette même association a organisé un deuxième séminaire en 1982 à Alger puis un 3ème plus récent encore en décembre 1983 à Dakar sur le thème « la recherche sur les femmes africaines. Quelle méthodologie ? ».*

*Les axes de recherche visés par ce séminaire se présentent comme suit :*

- une approche conceptuelle des femmes en tant que sujet de recherche,*
- la définition des concepts et méthodes d'analyses de la réalité des femmes,*
- usages et abus concernant les données qualitatives,*
- perspectives et contraintes de la méthode historique.*

*Des chercheuses marocaines ont été invitées à ce séminaire. Nous publions ci-dessous une synthèse et une présentation de Fadéla Kanouni, Fattouma Ben Abdenbi et de Souad Filal.*

La participation des marocaines (1) consistait en une réflexion méthodologique sur la question de l'accès des femmes au marché du travail salarié et ses répercussions sur le rapport entre sexes dans la famille.

Les différentes approches d'ordre historique, culturel, économique, statistique, comme éléments explicatifs de la condition des femmes sont certes des étapes importantes et nécessaires dans la recherche, néanmoins elles s'avèrent insuffisantes car ne cernant pas assez le vécu des femmes.

Une dimension spécifiquement féminine risque de rester occultée, voire même dénigrée et nous empêcher de tirer des conclusions pertinentes.

Les différentes approches pour cerner la réalité des femmes ont révélé qu'il existait à côté des phénomènes formels, reconnus et officialisés par la société d'autres phénomènes informels : la présence de structures contraignantes, de tâches spécifiques, de rôles précis, de configurations sociales imposées, de réalités organisées, engendre des réactions ordonnées et normalisées, mais aussi des réactions désordonnées et ou anormalisées.

Néanmoins si ces activités, ces comportements, ce savoir-faire lié à une façon d'être sont réactionnelles et en quelque sorte antagonistes ils sont également adaptatifs, ils officialisent la soumission, la volontarisme rendent le système formel supportable et permettent le fonctionnement de l'organisation sociale, malgré ses pesanteurs et contraintes.

## LES FEMMES OCCULTEES

Les pratiques et les relations informelles permettent aux individus de reprendre leur souffle par rapport au rythme et à la cadence du formel. Il n'y a d'informel que par rapport à un formel et d'irrationnel que par rapport à un rationnel. Or le rationnel jusque là reconnu comme tel, nie une dimension de la réalité des femmes, parce qu'elle lui échappe et en la niant il manifeste sa crainte face au danger et à la menace de son existence.



# DE LA REALITE

Cette réaction de défense (allant de la négation à la fascination) n'est rien d'autre qu'une reconnaissance implicite de cette rationalité plastique féminine, de cette raison d'être de femme qui sans perdre de vue l'objectif tracé par la logique du social, dispose d'une panoplie de moyens, subtils, ingénieux, magiques, fous, irrationnels, qui lui permettent de valser, de contourner et détourner l'objectif déclaré pour mieux atteindre son véritable objectif : EXISTER EN TANT QU'ETRE DESIRANT.

Alors, concernant la question qui nous intéresse à savoir comment se manifeste cette rationalité chez les femmes qui ont eu accès au travail salarié, on peut dire schématiquement qu'avec l'accès des femmes à la sphère économique, la redistribution sexuelle des fonctions domestiques s'est opérée ainsi : aux femmes reviennent :

- \* Les fonctions d'entretien, de soins et services à autrui (hommes, enfants, vieillards, malades, handicapés).

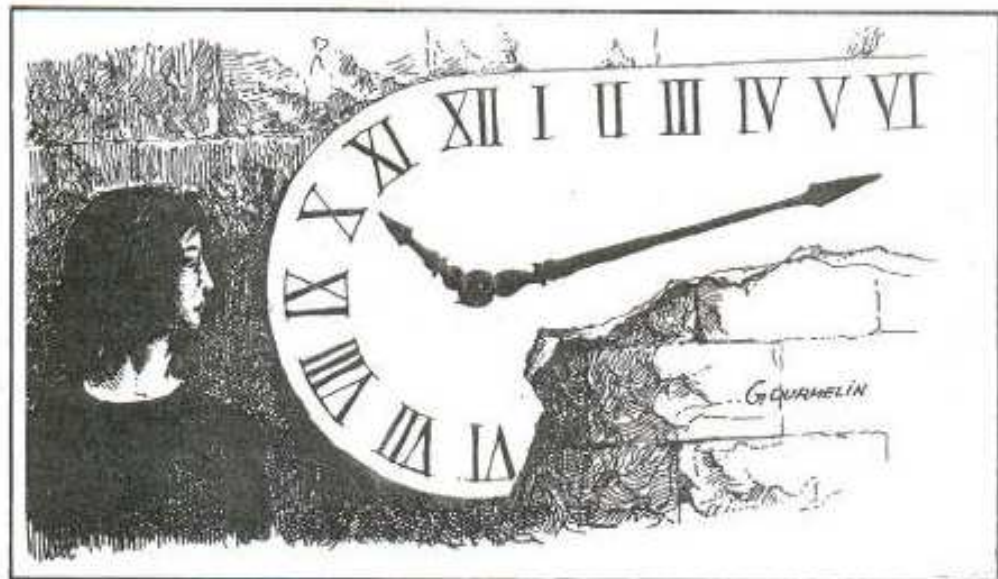
- \* Les fonctions d'aménagement et d'entretien de l'espace domestique.

- \* Les fonctions d'éducation des enfants.

- \* La responsabilité morale permanente du domestique, car si la bonne relaie la femme, sa présence ne modifie en rien l'attribution sexuelle de la fonction elle-même ; c'est encore à la femme que revient tout naturellement dans le meilleur des cas de partage, la tâche de penser et trouver les solutions de décharge d'une fonction attribuée depuis des siècles et des millénaires.

Cette énumération rapide des conséquences de l'accès des femmes à la rationalité des hommes prouve en partie que l'entrée massive des femmes sur le marché du travail ne résoud ni le problème de la reconnaissance du travail invisible, ni le problème du partage égalitaire des tâches, responsabilités et pouvoir.

Nous savons combien les fonctions des femmes restent cachées, souterraines. Ce ne sont pas elles qui accèdent à la responsabilité des secteurs clés de l'économie, cantonnées qu'elles sont dans les secteurs traditionnels et



dévalorisées car s'apparentant naturellement aux fonctions éternelles de la reproduction, éducation, soin, habillement, rangement, nettoyage, assistance, sexualité.

Cette ambiguïté dans les rôles et statuts se concrétise dans le maintien des différences liées aux positions sociales des deux sexes ; l'homme se définit par son statut de pourvoyeur économique, la femme tente d'y accéder tout en s'accrochant à son statut de mère, épouse, fille.

En fait la distribution du pouvoir n'est pas systématiquement et uniquement liée à la distribution du pouvoir.

La recherche se heurte à une énigme et toutes ses tentatives d'explication s'avèrent insuffisantes. Comment se fait-il que les femmes aient réussi jusque là à vivre avec les mutilations corporelles (infibulation, excision) et psychologiques ?

Quelles réactions ont-elles mises en œuvre pour se préserver, continuer à vivre et perpétuer la vie ? Quel est le poids du recours à la magie, à la sorcellerie, aux voyantes, à l'homosexualité, à l'infidélité, à la ruse quotidienne dans les mécanismes de défense ? jusqu'où ces mécanismes peuvent-ils être opérants dans la sauvegarde de l'équilibre du social ?

A partir de quel seuil de conflit et de

contradiction y aurait-il rupture ? Qui d'ailleurs la souhaiterait ? qui d'ailleurs pourrait l'assumer et affronter la déchirure et la souffrance qu'elle imposerait ?

## DOMINEE, MAIS PAS DEMUNIE

Dire que les femmes restent au bas de l'échelle, qu'elles sont dominées, exploitées, c'est faire le constat d'une réalité juste, mais incomplète. Incomplète dans la mesure où rien n'est encore dit sur le vécu de la dépossession et du dépouillement où rien n'est dit sur les tentatives de recherche d'identité, où rien n'est dit sur cet instinct de conservation, de vie et de survie, où rien n'est dit sur la façon dont s'opère la réappropriation du corps, du

## A PROPOS DE LA DISCRIMINATION SUR LA BASE DU MARIAGE

Cet article nous a valu de très nombreuses réactions. On nous informe cependant qu'à la suite de la visite de M. Karim Lamrani à Paris, si le cas a été évoqué, les intéressés n'en sont pas informés d'une part, et, d'autre part, les 10 conjoints dont nous annonçons la réintégration n'en sont toujours qu'au stade des promesses.



désir, du pouvoir, par le biais de dispositif informel qui nécessite savoir-faire, savoir-être et foi.

— La prostitution ne peut-elle être appréhendée qu'en terme de fléau social ? ne constitue-t-elle pas (aussi) un moyen limite d'expression de l'organisation de pulsions libidinales bafouées par le truchement de pratiques de dernier recours ?

— L'éducation des enfants ne constitue-t-elle pas un terrain privilégié de résolution des symptômes de la dépression ?

— Le shour n'est-il pas une tentative d'accès au pouvoir pour contrecarrer la cascade de négation dont les femmes ont été objet.

Un être dominé n'est jamais un être complètement démuné ; il œuvre pour reconstituer son capital. Un capital antagoniste certes avec le capital officiel, raison de loi et de droit, mais un capital soupape de sécurité, un capital oxygène et enfin un capital illusion.

L'illusion fait vivre. Pourtant le système n'arrête pas d'en dénigrer les pratiques. Or les réactions et comportements que nous venons de mentionner constituent des modes d'expression dont il faut que la recherche féministe tienne compte dans son aspiration à la libéralisation et à l'égalité, si elle ne veut pas se contenter de faire le lifting de la conscientisation et risquer de désamorcer la force des femmes.

Quand les femmes deviennent sujets de recherches, d'enquêtes, etc... une révision des hypothèses en sciences sociales s'impose, de même qu'une mise au point ou un renforcement de méthodologies nouvelles. Ces tendances actuelles sont dans l'isolement des recherches féminines, aussi s'agit-il de les réhabiliter. Elles doivent établir un va et vient continu entre le concret, le vécu et les concepts et théories tout en visant la reformulation de concepts aussi bien quantitatifs que qualitatifs (discours sur les stratégies de développement qui marginalisent les changements concernant les femmes, paradigme tradition-modernité, concept de féminité, etc...).

L'appareil conceptuel dominant reste patriarcal, d'où des problématiques non sexistes pour faire réapparaître les femmes dans les faits. Il s'agit de démasculiniser les concepts du savoir sachant que toute méthodologie véhicule une idéologie.

Parmi les interventions concernant les concepts et méthodes d'analyse de la

réalité des femmes, celle de Mounira Chelly (Tunisie) sur l'impact du changement de la condition sociale de la femme sur la conceptualisation et l'opérationalité de la notion de pouvoir familial.

La notion de pouvoir familial reste ambiguë pour Mounira. Il existe en lui-même dans l'idéologie patriarcale, alors qu'il renvoie à un processus dans les sociétés modernes, d'où elle distingue 2 types de pouvoirs selon 2 types de sociétés, le pouvoir « autorité » comme exercice d'influence sur les autres dans les sociétés traditionnelles et le pouvoir « marchandage » dans les sociétés modernes démocratiques.

## LES TYPES DE POUVOIR

Dans les premières, l'autorité du père est liée à la légitimité et les rôles des sexes sont très exactement définis pour défendre le bien de la société. Le pouvoir au niveau de la famille élargie n'est pas limité entre le couple, il est hiérarchisé, d'où les pressions à tous les niveaux pour faire accepter ces rôles.

Le pouvoir des hommes est discrétionnaire, même si les femmes ont un pouvoir informel, même si elles prennent des décisions au jour le jour. Dans les sociétés modernes démocratiques, l'autorité appartient toujours à l'homme en dernier lieu, mais le pouvoir étant déterminé par les ressources (éducation, statut socio-économique) donc il y a dépréciation, flottement et le pouvoir devient un processus de prise de décision. L'autorité du père perd de son terrain d'où développement de normes égalitaires.

Bien sûr ces deux types de pouvoirs dans les faits se chevauchent, s'entrecoupent. Ils doivent donc être compris dans un « cadre abstrait ».

Mme Steady (Sierra Leone) a posé quant à elle le problème de l'importation de méthodes de recherches et de leur inefficacité dans nos sociétés. Elle propose, de prendre le groupe comme centre d'investigation (dans les enquêtes) plus que l'individu, mais sans oublier de tenir compte des résistances de l'individu au groupe...

Parmi les contributions relatives aux usages et abus concernant les données quantitatives, F. Hakiki (Algérie) : « Entre l'urgence des études empiriques et la fragilité de la base méthodologique », Zohra Aït Kaci, « Conception et méthode d'analyse de l'OIT concernant les femmes et le développe-

ment rural », Awa Thiouzane « la pertinence des statistiques décrivant la situation des femmes sénégalaises » Christine Obbo « la contribution des femmes à la production agricole en Ouganda », de Zineb Benzakaria Guerroud « Réflexions sur la méthode des budgets-temps » et enfin Fadéla Bennis Kanouni « Pour une critique des outils statistiques dans les P.V.D. pour rendre compte du travail féminin », cas du Maroc).

Pour F. Hakiki, les femmes africaines avec leurs spécificités sont rejetées du champ de la science économique parce que, d'une part, elles sont confinées dans leur grande majorité dans un espace « non économique » dans le sens des théoriciens économistes, d'autre part, il s'agit de pays où « l'économique tel qu'il est déjà défini fondamentalement par des données quantitatives reste un espace restreint, voir marginal ».

Elle pose au départ, le problème de l'unité de compte du travail humain qui pour être économiquement significative doit être basée sur un critère homogène d'évaluation et se situer dans le champ des rapports marchands monétaires. Le processus historique de l'hégémonie de l'Etat post-colonial dans nos sociétés va véhiculer les normes de l'économique qui ne rendent pas compte d'une grande partie de la « société » non marchande, le travail informel domestique, etc... De ce fait, même les tentatives de repérage et de décodage de l'activité formelle (telle que activité, féminine, chômage) s'avèrent insuffisantes.

Pour Zohra Aït Kaci, en 75, l'OIT adopte une résolution sur l'égalité des chances et de traitement pour les travailleuses qui énonce les grandes lignes d'action de l'OIT pour la décennie de la femme et qui insiste sur la nécessité d'améliorer la condition des femmes, créant à cette fin, en 76, un bureau spécifique.

## AGIR SUR LES FEMMES

Deux concepts sont à la base de l'attitude de l'OIT et de ses analyses des questions des travailleuses : l'équité et l'égalité d'une part, et l'intégration des femmes au développement d'autre part. (Les premiers liés au concept général des droits de l'homme. Le 2ème plus récent renvoie à la stratégie des besoins essentiels qui vise l'intégration des femmes à la vie économique pour améliorer leur situation, dans l'agriculture où elles sont particulièrement

défavorisées et afin qu'elles puissent contribuer à accroître la productivité et la production.

Cette attitude de l'OIT souligne Zohra Ait Kaci l'ampleur du problème alimentaire du Tiers monde et surtout sa relation étroite avec la situation des femmes rurales. Donc l'OIT a voulu greffer des considérations purement économiques sur des vieux principes humanitaires. Les femmes en tant « qu'agents essentiels de progrès » ne sont donc en fait qu'un groupe sur lequel on veut agir. Le principe d'équité lui-même a un relent paternaliste, occulte l'ampleur du problème et son caractère global. Les mesures préconisées sont fragmentaires et à long terme elles perpétuent la division du travail par sexes et la subordination des femmes, tout en permettant la reproduction d'une main-d'œuvre féminine bon marché, et une certaine accumulation inégalitaire. Par exemple, la tendance à assimiler projets féminins à l'ensei- gnement ménager et d'ignorer les femmes dans les programmes de formation, etc... Il s'agit plus de pratiquer les femmes que de leur laisser l'initiative, en les intégrant dans le statu-quo. Les recherches et projets essaient d'articuler l'action et l'analyse. La recherche

comme moyen de révéler certains problèmes aux gouvernements et aux femmes. Cette option ne semble être qu'un vœu pieux. En effet, les activités pratiques de l'OIT restent dérisoires. Rien d'étonnant si les projets ne tiennent aucun compte des besoins et aspirations des femmes. Ces détails concrets confirment que les déclarations de l'OIT ne correspondent pas à la pratique de l'organisation et contredisent l'approche générale utilisée dans ces activités, pratiques concernant les femmes et le développement rural.

Quant à la collecte et l'interprétation des données qualitatives, signalons : « les méthodes d'élaboration des données primaires » par Kayssan DH. Houangbe.

« les perspectives et problèmes de la collecte des données premières » par Aicha Imant.

« Femmes et développement : le rôle des sexes et l'adaptation au changement dans le Maroc actuel » par Fattouma Benabdenni et Souad Filal (Maroc).

« Tentative de redéfinition des rapports des sexes » par Fadéla Bennis et « l'Approche de la fécondité » présentée par Fatima Oussedik (Algérie) qui retient tout particulièrement l'at-

tention, car s'apparentant à une interpellation du réel, en cherchant le sens social des conditions particulières de vie, et ce dans un désir d'en finir avec les relents d'anthropologie coloniale agitant les objets de recherche, et l'effigie dans des modèles déterminés. Trouver le sens social, c'est en même temps chercher les instruments d'appréhension. Fatima Oussedik s'adresse au champ scientifique en s'interrogeant plus particulièrement sur la définition de la fécondité telle qu'elle est donnée par des analystes, démographes et statisticiens.

Cette définition admise et adoptée par le démographe ne s'intéresse qu'aux naissances vivantes, occultant le vécu de la fécondité des femmes, rapporté aux stratégies de occultant le vécu de la fécondité des femmes, rapporté aux stratégies de groupes, de classes sociales, qui renvoient à autant de stratégies de reproduction au sein desquelles la fécondité des femmes reste un enjeu et qui permettent de saisir le sens de l'intensité de la fécondité.

Fadéla Kanouni  
Fattouma Ben Abdenni  
Souad Filal